

I. Regarder devant soi

1. Toute révolution scientifique entraîne une mutation des idées et des mœurs, suscite de nouvelles formes d'expression, annonce une autre révolution, celle des structures économiques et des rapports sociaux. Nous vivons l'une de ces époques. Non seulement un socialiste se garde de les craindre mais doit les désirer. Pas de socialisme sans la science. Le refus du progrès technique, la peur de l'acte créateur sont le propre des sociétés perdues. Le danger pour l'humanité n'est pas que l'homme invente mais qu'il ne maîtrise pas ce qu'il a créé. D'où la nécessité pour lui d'accroître son savoir et de prendre conscience des causes objectives et subjectives de son asservissement. Un parti politique comme le nôtre a précisément pour fonction, dans le domaine qui est le sien, de contribuer à cette prise de conscience. Comment le ferait-il s'il méconnaissait les effets de la révolution scientifique d'aujourd'hui sur les phénomènes politiques de demain ? Aurions-nous à lancer un mot d'ordre, à la veille d'un congrès qui déterminera pour deux ans la politique du Parti, il serait celui-ci : regarder devant soi.

2. En voici les raisons. La biologie constitue désormais un facteur de transformation de la condition humaine aussi important que le fut la physique au siècle dernier. Capable de modifier le code génétique d'une bactérie et de la conduire à fabriquer des protéines d'origine humaine, la science d'avant-garde bouleversera d'ici à 1985 les données de la médecine et de la pharmacie. La même technique de programmation génétique appliquée aux plantes peut, dans les dix prochaines années, démultiplier, en la simplifiant, la production agricole. La biologie permettra l'extraction de l'énergie solaire absorbée par le monde vivant, transformera les déchets en sucre ou en alcool, recyclera par le canal des micro-organismes l'industrie énergétique tout entière.

L'électronique fournit à l'homme des instruments de décision qui livrent, dans l'instant, une somme de connaissances qu'aucun savant n'aurait pu rassembler au terme d'une vie consacrée à l'étude. Capable de transmettre à grande vitesse et de stocker en grandes quantités les impulsions électriques elle traduit tout message et tout calcul en signes. L'automatisation ne consiste plus à augmenter la puissance des moteurs mais à accélérer le traitement de l'information. Aux Etats-Unis d'Amérique, 46% du produit national brut sont constitués d'activités de production relevant ou non de l'information et de la communication. Miniaturisés, des ordinateurs de 16 millimètres à 1,5 mètre

tour la détruire. Forts de l'avancée technologique mais incapables d'en maîtriser les conséquences, nous sommes confrontés à de nouveaux et formidables périls : marée noire des pétroliers, destruction des espaces naturels, empoisonnement des rivières, asphyxie des forêts, extinction d'espèces entières, raréfaction de l'oxygène, déchets nucléaires ballottés d'un pays à l'autre et qui restent menaçants pour des millénaires. Nous attendons de la mer notre alimentation et nos matières premières et déjà meurt sous nos yeux son élément vital.

Nous ne trouvons notre équilibre qu'en nous situant au centre d'un territoire humain et physique jalonné de repères familiers. Mais, résultat d'une expansion urbaine n'obéissant qu'à la loi du profit, ce territoire est aujourd'hui désarticulé, les femmes et les hommes renvoyés dans leur solitude.

Trop de nos villes sont devenues lieux de ségrégation et d'insécurité. Elles exilent à la périphérie les non-privilegiés : les plus jeunes, les plus vieux, la grande masse de ceux qui n'ont même pas droit à l'aisance. Elles séparent les citadins de leurs parents, de leurs amis, de leur travail, les condamnent aux interminables trajets quotidiens, réduisent leurs liens avec le monde extérieur à l'hypermarché et à la télévision. La tâche majeure du socialisme est peut-être d'apporter à la ville moderne la civilisation qui lui manque, car toute civilisation est échange, dialogue, naissance d'une communauté.

4. Regarder devant soi, c'est comprendre qu'il y a échec d'une gestion politique de la société quand celui qui devrait en être le bénéficiaire réagit en victime et se sent menacé dans son identité. On cumule des inadaptations majeures : un développement urbain sans réussites, une éducation sans perspectives, un matérialisme sans générosité. Il y a échec d'une telle politique quand ceux auxquels on en propose les prétendus avantages s'en détournent, quand on assiste, en négatif, à la baisse de la natalité, à la crainte du lendemain, en positif, à la résistance écologique, à la réhabilitation des aspirations régionalistes, à la recherche d'une conduite intelligente de l'existence, à l'écllosion de marginalités utopiques, régressives ou constructives, au nom d'une poésie ou d'un sens retrouvé de la vie, portant condamnation d'un système de valeurs aussi aride que stérile.

Il y a échec quand le discours tient lieu de seule réponse à l'affirmation de la femme, alors qu'il s'agit là d'une des vagues révolutionnaires de notre temps, peut-être la plus proche de nos besoins, quand une seule femme

au gré des intérêts des sociétés multinationales, l'apparition, après le Japon, de complexes puissants dans des pays, qui n'avaient pas rang de compétiteurs mondiaux — Corée, Singapour, Brésil —, l'industrialisation croissante de pays jusqu'alors fournisseurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés posent à nos industries navales, sidérurgiques, métallurgiques, textiles, des problèmes de concurrence redoutables, quand ce n'est pas de simple survie. Encore faut-il comprendre que l'on ne survit pas dans le repli sur soi. Pour que s'instaure enfin un nouveau type de relations entre le monde industrialisé, le tiers-monde détenteur de matières premières et le grand monde démuné, la France doit ouvrir le champ de ses propositions.

Regarder devant soi, c'est faire l'Europe sans défaire la France, ou mieux préparer la France à retrouver ses véritables dimensions par son engagement dans l'Europe. C'est aussi mesurer l'échelle des risques qui pèsent sur la paix et savoir que le premier d'entre eux se nomme la prolifération des armes nucléaires.

6. Regarder devant soi, ce n'est pas seulement constater l'impuissance de nos gouvernements successifs à mettre notre économie en situation de résister. C'est aussi ne plus vouloir se satisfaire que tant d'efforts de la communauté nationale aboutissent, par mauvaise direction politique, à tant de stérilité.

Dans quel état se trouve aujourd'hui la société française traumatisée par un chômage structurel massif, les coups portés à son niveau de vie, des conditions de travail souvent inacceptables, les atteintes aux droits syndicaux et le refus de la négociation sociale, des déséquilibres et des inégalités de toutes sortes, les sourdes révoltes qui l'agitent ! Et comment expliquer ? Sinon par une profonde dissociation de l'homme et de son milieu, du jeune et de l'adulte, du travailleur et du travail, du progrès matériel et de l'épanouissement, du citoyen et de l'Etat, de la technique et du bonheur. Notre Parti doit aller plus loin.

7. C'est ce que nous avons fait en consacrant des conventions nationales, des colloques et des journées d'études à l'Energie (mai 1975), l'Autogestion (juin 1975), les Réponses socialistes à la Crise du Capitalisme (juin 1975), la Santé (février 1976), l'Agriculture

(mars 1976), la Jeunesse et l'Education permanente (juin 1976), l'Aéronautique (septembre 1976), les Villes nouvelles (octobre 1976), le Pétrole (octobre 1976), les Télécommunications (octobre 1976), l'Automobile (novembre 1976), la Sidérurgie (novembre 1976), la Construction navale (décembre 1976), la Recherche (janvier 1977), la Politique industrielle (février 1977), la Pharmacie (octobre 1977), l'Agro-alimentaire (novembre 1977), la Ville (novembre 1977), la Crise du Travail (novembre 1977), Femmes et Socialisme (décembre 1977), la Vie associative (décembre 1977), les Universités (décembre 1977), la Défense (janvier 1978), le Transport (janvier 1978), le Cadre de Vie (janvier 1978), les Cadres et le Socialisme (février 1978), l'Elargissement de l'Europe (septembre 1978), la Justice (décembre 1978), l'Innovation pédagogique (janvier 1979), les Commerçants et Artisans (février 1979), l'Aménagement du Territoire (février 1979). Encore cette liste n'est-elle pas complète. Elle montre cependant — à ceux en particulier qui ont cru ou dit qu'il ne s'intéressait qu'à l'électoratisme — l'intense activité d'un Parti qui recherche passionnément les solutions politiques qu'impose l'évolution de la pensée humaine.

C'est ce que nous avons fait, quatre semaines après les élections législatives de 1978, en ouvrant le débat qui commande notre avenir, en décidant la mise en œuvre du Projet socialiste. 216 questions posées à nos 188 000 adhérents, sur des thèmes tels que « la crise du capitalisme », « le travail », « le temps libre », « le pouvoir », et « la France dans le monde », aucune difficulté, on le voit, n'a été éludée. Jamais organisation politique n'a mené une enquête aussi vaste auprès des siens, ni lancé autant d'interrogations, jamais organisation politique n'a appelé sa base à définir ses choix de façon plus complète, plus précise. Et le sérieux, le nombre et la diversité des réponses reçues ont justifié cette confiance du Parti en lui-même. Il convient maintenant de parachever l'entreprise en réunissant à la première date libre la Convention nationale chargée d'arrêter définitivement les termes du projet. Nous proposons octobre prochain.

8. Le socialisme est le seul projet capable de réconcilier la liberté de l'homme et les mutations de la science et du monde. Et c'est sur le socialisme qu'il faut tenir bon.

II. - Tenir bon

à l'échelle du monde, et sont constitués d'activités de production relevant directement ou non de l'information et de la communication. Miniaturisés, des ordinateurs de 16 millimètres à 1 centimètre carrés aussi minces qu'une feuille de papier et contenant de 64 000 à 1 million d'éléments sont déjà sur le marché, prêts à remplacer les ordinateurs de grande taille. La machine se substituait naguère au muscle du travailleur. Elle relaie maintenant, pour le compte de chacun, la mémoire de l'humanité, ordonne son jugement, règle le cours de son activité. On imagine l'importance décisive que revêt, pour notre pays et la sauvegarde de son indépendance, la possession d'une telle industrie.

Avant peu, les satellites de communication auront modifié aussi bien les circuits de télévision que les mécanismes économiques. Tout téléspectateur français aura accès à 200 chaînes allemandes, néerlandaises, anglaises, américaines, etc., pour la plupart commerciales. Par le biais d'un satellite une entreprise enverra sa comptabilité pour être traitée à l'étranger, pouvant ainsi échapper au contrôle fiscal et économique de son pays.

Se poseront alors dans d'autres termes les problèmes du travail, de la consommation, du pouvoir. De nouveaux biens de consommation apparaîtront, notamment dans les domaines de la culture, de la santé et de l'administration: machines à enseigner, machines d'auto-diagnostic médical, télécopieurs, vidéo-disques (ou disques porteurs d'images, 40 000 par face). Des millions d'emplois seront menacés dans la poste, la banque, les services, la production industrielle, provoquant, si l'on ne change pas le modèle de société, un chômage massif. La vie privée des individus sera contrôlée par des détenteurs de « mémoires informatiques » centralisées, altérant la conception même de la démocratie. Il suffira que le ministre de l'Intérieur dispose d'une discothèque de 250 vidéo-disques pour qu'il puisse en 15 secondes faire apparaître sur un écran la fiche signalétique de chaque Français.

On comprend, par ces quelques exemples, combien il est urgent de définir les choix industriels, d'institutionnaliser les contre-pouvoirs et de diffuser un savoir apte à saisir et à cerner les effets de ces mutations.

3. Regarder devant soi, c'est aussi explorer le devenir des rapports de l'homme avec son milieu.

Depuis l'origine de la vie, il a toujours été soumis aux conditions naturelles. Pour la première fois, le rapport des forces est inversé: la nature l'écrasait, il peut à son

Il y a échec quand le d. cours tient lieu de seule réponse à l'affirmation de la femme, alors qu'il s'agit là d'une des vraies révolutions de notre temps, peut-être la plus profonde. Il y a échec quand une société considère le temps libre, le temps de vivre, comme un résidu du travail.

5. Regarder devant soi, c'est observer la rapidité avec laquelle le paysage planétaire, qui nous était coutumier, se brouille, se déforme, s'efface et comment se dessine, avec quelle netteté, la nouvelle répartition des forces politiques, la nouvelle localisation des puissances économiques.

Le centre de gravité de la politique internationale s'est déplacé de l'Atlantique au Pacifique. Enumérons. L'accord sino-japonais, la réconciliation sino-américaine et la réaction russe, l'occupation du Cambodge par le Vietnam, la Thaïlande menacée. La nouvelle avancée stratégique soviétique en direction de l'océan Indien: après le coup d'Etat en Afghanistan, les coups d'Etat aux deux Yémen, l'aide militaire à l'Éthiopie, la Mer Rouge fermée au sud. Le réveil religieux de l'Islam chiite en Iran, la contagion possible du phénomène en Irak et dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale, le Golfe persique en balance. Plus près de nous, Israël et l'Égypte impuissants à signer la paix, la Turquie instable, le Liban brisé. L'Asie entre dans le siècle.

L'Europe d'après Brejnev ne ressemblera pas à celle du dernier après-guerre. Les deux Allemagnes grandiront encore chacune dans son camp, avant de se reprendre à rêver d'unité. Les satellites de la Russie auront envie de respirer un air plus libre. On a parlé de guerre pour Chypre. On la redoutera pour la Yougoslavie. Que la France ne commette pas la faute d'armer la Chine, oubliant que l'axe de sa sécurité et de la paix européenne passe par Moscou!

Partout les matières premières dessinent en filigrane la carte de la puissance, Brésil, Mexique, Nigeria, Indonésie, s'il le peut le Zaïre, s'il le veut le Canada. Les peuples nombreux les feront fructifier. Pas les autres.

Nous parlerons plus loin de notre Europe de la Communauté.

Regarder devant soi, c'est prendre acte des rapports de forces économiques contemporains. La modification du coût du pétrole avait déjà profondément affecté la carte énergétique et financière du monde et révéle le degré de notre dépendance. L'absence d'un système monétaire, la redistribution des pôles de production sur l'ensemble du globe

1. Quoi qu'il adviennne, réponse sera donnée aux questions qui viennent d'être posées. A lucidité, à compétences égales, tout homme d'Etat, tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, le fera selon ses convictions.

Mais les socialistes savent que la science n'est pas neutre. Ou bien la liberté y gagnera ou bien ce seront les forces d'oppression. C'est là toute l'affaire. Au début de la première révolution industrielle la machine, pensait-on, pouvait, devait libérer les travailleurs d'une large part de leur peine. Elle les a, au contraire, davantage asservis. Le pouvoir de la bourgeoisie, nouvelle classe dirigeante, que sa récente victoire politique avait rendu propriétaire des grands moyens de production et donc de la décision économique, se mua en impitoyable dictature. Il fallut près d'un siècle pour que fût reconnu à la classe ouvrière — au prix de quel combat, en dépit de quels freins, à peine desserrés — le droit de vivre.

Même cause, mêmes effets. La formidable projection de la science moderne sur chacun de nos actes pourrait, devrait libérer les travailleurs, les consommateurs d'aujourd'hui. Elle les asservira davantage pour peu que persévère le système économique en place, pour peu que ne lui soient pas substitués d'autres rapports de production, une autre politique et une autre morale.

La raison d'être du socialisme est tout entière dans cette lutte. Afin que cesse un jour l'exploitation de l'homme par l'homme il n'est pas d'autre voie. Suivant que l'informatique s'oriente vers des techniques centralisées ou décentralisées, que la génétique conduit à la manipulation du cerveau ou à la réduction du cancer, à la prévention des maladies ou à la fabrication de surhommes-robots, que l'océanographie aide à multiplier les sources d'alimentation, donc à vaincre la faim ou à abriter les armes de mort, que la connaissance de l'atome livre les secrets de la matière ou serve à l'anéantir — et nous avec elle —, tout change à l'évidence. Plus clairement encore : tout dépend du pouvoir.

Pour l'atteindre et pour l'exercer, notre stratégie politique a été définie, il y aura bientôt huit ans, au congrès d'Epina y : comment transformer les structures qui déterminent le pouvoir, comment le rendre aux citoyens, comment y conduire les travailleurs ?

La « ligne d'Epina y » n'est pas partie de rien. Elle avait derrière elle une longue et rude et souvent belle histoire. Est-elle en cause aujourd'hui ? Et le socialisme historique, ou plutôt le socialisme tel que l'Histoire l'a fait, est-il remis en question ? L'obligation où nous nous trouvons de revenir à tout moment sur des points qui semblaient acquis — front de classe, stratégie de rupture, union de la gauche —, la nécessité où nous sommes ici d'exposer, une fois de plus, les décisions réitérées de nos congrès, prouve bien qu'il y a problème.

2. Commençons par rappeler, au risque d'exprimer des vérités premières que **notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme.** C'est pourquoi nous parlerons ici de rupture en évoquant successivement les cinq conditions qu'elle suppose : un Plan démocratique, un secteur public élargi, de nouveaux droits aux travailleurs, une décentralisation poussée jusqu'à son terme, des mesures immédiates.

Un Plan démocratique. Plutôt que de s'abandonner aux mœurs de la jungle qui caractérisent « l'économie de libre-concurrence », n'est-il pas plus juste et plus sûr de compter sur la réflexion, l'expérience, l'intelligence mises en commun et de préparer l'avenir par un Plan ? Dans de nombreux secteurs de notre vie économique, le marché a cessé d'exister. Ailleurs, il ne règle les échanges que pour partie. Sans nier le rôle qu'il continue et continuera de jouer là où demeure une réelle pluralité des entreprises, nous pensons que les grandes orientations nationales et régionales doivent être déterminées par la confrontation des intérêts, des besoins et des aspirations démocratiquement débattus à tous les niveaux et non au gré de ceux qui, sociétés multinationales et maîtres de la banque, exercent, sous couvert du marché, un pouvoir sans partage.

Rompre avec la toute puissance du marché et sa logique du profit engagera la transition.

En matière de transports ou de logement, de santé, de culture et d'éducation, le manque de ressources financières d'une famille ou d'un individu cessera de constituer un obstacle insurmontable pour beaucoup.

Certes, on constate dans les pays communistes de modèle soviétique une centralisation abusive autour d'un Plan bureaucratique. Pour échapper à ce danger le Plan

démocratique que nous concevons résultera d'un dialogue entre les représentants de la population (élus locaux, syndicats ouvriers et patronaux, organisations de consommateurs, mouvements familiaux et du cadre de vie, etc.) et des institutions. Dans la phase d'élaboration les régions formuleront leurs propositions sans être astreintes à une étroite cohérence d'ensemble. La confrontation de ces propositions entre elles et avec les données nationales et internationales conduira à une série d'esquisses qui feront l'objet de consultations décentralisées avant d'aboutir au vote du Parlement. Il appartiendra alors aux régions d'établir leur plan dans le cadre de la loi, mais sous leur propre responsabilité.

Instrument privilégié d'une maîtrise collective du développement et de la transformation sociale, le Plan fixera les objectifs généraux, notamment pour l'emploi, les finances, l'équilibre extérieur, l'aménagement du territoire. Il préparera les activités nouvelles qui découleront des mutations technologiques. Il coordonnera les investissements. Il privilégiera les équipements collectifs et développera les secteurs de pointe, l'innovation, la reconquête du marché intérieur. La fiscalité, une politique du crédit et des prix, un secteur public élargi, des contrats passés entre les instances nationales, régionales, les collectivités locales, les responsables des branches économiques et les grandes entreprises privées ou publiques compléteront ce dispositif. Ce ne sera donc pas le marché qui assurera la régulation globale de l'économie.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette définition, qui est celle d'Epinay, du rapport Plan-Marché. Mais il est aussi de son intérêt que le débat ait lieu.

Un secteur public élargi. Deuxième terme de la stratégie de rupture, l'appropriation sociale des grands moyens de production et du crédit n'est pas dissociable du Plan. Indispensable pour changer le rapport de force avec le capital, elle est également nécessaire à la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et financière. Cette socialisation — ou nationalisation — ne se réduit pas à une mesure de prudence ou de police contre le capitalisme. Elle a surtout pour objet d'empêcher que le capital ne s'accumule indéfiniment et que se perpétue la domination du patronat sur les travailleurs. Elle tend à transformer le mode de production et à ouvrir la voie à l'autogestion. Sans un vaste secteur public, le gouvernement socialiste, privé du moyen de peser sur les pôles de décision économique, serait vite incapable d'exécuter son programme. Quelle que soit la technique juridique employée pour les réaliser — il en est de plusieurs sortes qui vont de la prise de participations majoritaires (sidérurgie, pétrole) à l'expropriation intégrale (avec indemnisation) — les socialisations doivent s'inspirer de cette réalité: le pouvoir

De nouveaux droits aux travailleurs. « L'extension du contrôle des travailleurs dans l'entreprise constitue le véritable ressort de l'autogestion », ainsi s'exprime notre programme. Un droit syndical renforcé; la section politique d'entreprise reconnue; l'organisation et la rémunération du travail contrôlées par les comités d'entreprise et les comités d'établissement; les délégués élus au niveau de l'atelier; l'embauche, les licenciements, les classifications, la détermination des cadences, les conditions d'hygiène et de sécurité préalablement soumises au comité d'entreprise; et dans le secteur public la majorité aux travailleurs et aux collectivités autres que l'Etat dans les conseils d'administration des entreprises, la mise en place de conseils d'atelier ou de service: ces mesures, parmi d'autres, le Parti, à l'occasion de son congrès, les réaffirmera.

Démocratie économique et démocratie sociale font corps avec la démocratie politique.

La décentralisation. L'Etat, instrument de la classe dominante, est aussi, en France, le produit d'une tradition centralisatrice qui, commencée sous la Monarchie, s'est perpétuée jusqu'à nous. Or, nous sommes en lutte contre le système imposé par la bourgeoisie et nous pensons que si le pouvoir central a servi, naguère, l'unité nationale, aujourd'hui il lui nuit. Double raison de s'attaquer aux structures étatiques. Les Français n'ont plus à craindre de voir la nation éclater sous la pression des forces centrifuges. Ils ont, au contraire, à se défendre contre un Etat omnipotent, uniforme et tracassier. La décentralisation, c'est le droit à la différence. En application de ce principe et conformément à la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, la Corse, spécifique par sa situation géographique, économique, sociale et sa forte densité culturelle, bénéficiera d'un statut particulier.

Quand le suffrage universel nous en aura confié la charge nous transférerons au niveau le plus proche de la vie quotidienne nombre des pouvoirs confisqués par l'Etat. Fermeture des bureaux de l'administration parisienne qui régissent les collectivités locales, éclatement de ministères tels que l'Intérieur, les Finances, l'Équipement, décentralisation des grands services publics (EDF, GDF, P. et T., etc.), suppression de la fonction préfectorale, accroissement des pouvoirs des assemblées élues — assemblées régionales, conseils généraux, conseils municipaux, à cette fin le congrès chargera le Comité directeur d'inscrire à son ordre du jour, le plus rapidement possible, le projet actuellement à l'étude, de même qu'il mandatera le groupe parlementaire pour que l'Assemblée nationale se saisisse au plus tôt de la proposition de loi socialiste sur la vie associative déposée en décembre dernier.

De même s'inscrivent. Personne ne croit au grand soir. Ce n'est pas une raison

notre commerce extérieur par l'augmentation de nos exportations agro-alimentaires.

4. Il est des luttes qui ne recourent pas les schémas traditionnels de la lutte des classes. Parmi elles, la lutte des femmes. Notre Convention nationale sur les droits des femmes (janvier 1977) nous a dotés d'un texte qui rend désormais indissociables combat des femmes et combat socialiste. Mais ce texte est peu connu et peu repris en compte par le Parti.

Au-delà de la notion, exprimée plus haut, de l'Etat-instrument de la classe dominante, existe un pouvoir d'Etat, exacte reproduction d'un pouvoir patriarcal qui continue d'inspirer la plupart des hiérarchies de notre société. Comme l'observe l'une des contributions: selon ce pouvoir l'organisation politique, le commandement et la loi reviennent par essence aux hommes qui détiennent la force d'appropriation, tandis que par nature les femmes leur sont assujetties dans les tâches d'entretien et d'exécution.

Le congrès, en approuvant le document issu de la Convention nationale, lui rendra son actualité. Actualité de la lutte pour que la société conçoive la place du travail dans la vie des femmes de la même façon que pour les hommes, lutte contre la théorie du libre choix de travailler qui serait réservé aux femmes alors qu'il n'en est rien, lutte contre l'inégalité de la formation professionnelle, des salaires, de la promotion, lutte pour le développement des équipements socio-ménagers, pour une autre politique de l'habitat, un autre statut social, lutte pour la reconduction et l'extension de la loi Veil.

5. L'Union de la Gauche. Sans doute l'Union de la Gauche est-elle gravement atteinte par le comportement sectaire et destructeur de la direction du Parti communiste. Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'union des forces populaires, traduction politique du Front de classe des travailleurs en lutte contre l'exploitation qu'ils subissent, continue d'être puissamment ressentie par les masses. Ni l'exploitation ni la lutte n'ont disparu avec les élections de mars 1978. Au contraire elles se sont durcies en même temps que la crise. Et l'union, quels que soient les obstacles dressés devant elle par l'état-major du P.C., reste une nécessité. Mais comment maintenir une union dont l'un des partenaires, à l'évidence, ne veut pas? Cette question est dans tous les esprits.

On rappellera, à cet égard, que l'Union de la Gauche autour d'un Programme commun est un phénomène unique dans l'Histoire de l'Europe. Chez nous le Parti communiste l'a refusée à Léon Blum, lors du Front populaire. Il n'a participé (avec de Gaulle, Govin, Bidault et Ramadier) qu'à des gouvernements d'Union nationale et de concentration républicaine. Partout ailleurs il a recherché l'équilibre des partis, la centre (Finlande, Irlande), de la démocratie chrétienne (Italie),

est d'abord profondément vécue par les millions de Français qui font confiance à la gauche, elle exprime simplement une évidence. Si elle veut dire que notre parti doit, prolongeant l'action déjà engagée, entretenir des liens toujours plus forts avec les syndicats et les associations, elle suggère à juste titre de poursuivre l'orientation adoptée. Mais s'il s'agit de chercher désormais à inclure dans un même rassemblement et sur le même plan les partis politiques, les syndicats, les associations pour qu'ils définissent ensemble des objectifs de gouvernement, cette idée n'est ni souhaitable ni réaliste. D'une part, elle mettrait gravement en cause l'indépendance des uns et des autres. D'autre part, elle reposerait sur une illusion: considérer que toutes les associations se fixent un but politique et de gauche. La spécificité de ces mouvements s'oppose à une telle orientation même s'il est absolument indispensable de renforcer nos liens avec eux. L'action syndicale ne se confond d'ailleurs pas avec l'action politique. Le syndicat doit être indépendant du parti si l'on veut éviter que l'un ou l'autre ne joue le rôle de « courroie de transmission ».

Il n'est donc qu'une méthode: créer une situation à laquelle le Parti communiste ne pourra échapper.

Pour cela, pas de secret: les socialistes doivent tenir bon. Respecter leurs engagements. Pratiquer la discipline électorale. Engager des actions communes utiles aux travailleurs. Être présent dans les luttes regroupant les forces de changement. Nous proposons dès maintenant une rencontre pour associer méthodiquement et d'un commun accord les partis politiques de gauche aux luttes pour la défense de l'emploi et le sauvetage des régions en péril.

Mais en même temps les socialistes diront haut la vérité sur les manquements du P.C. Poseront des questions précises, comme l'a fait constamment la commission Jospin-Gazier, sur les contradictions entre le centralisme démocratique et la revendication autogestionnaire, l'internationalisme théorique et les pratiques nationalistes, le ralliement au pluralisme et la réalité soviétique, le discours de gauche et le sabotage de l'alliance de gauche, etc.

Le Parti socialiste, en tenant bon, fera plusieurs démonstrations à la fois: qu'il est le véritable artisan de l'union, qu'il s'enracine dans le terrain social qui est le sien, qu'il accroît son audience dans l'opinion publique. D'abord être soi-même. Affirmer sans cesse l'identité socialiste est le devoir de chacun d'entre nous. Trois rendez-vous à court terme avec le suffrage universel en offriront l'occasion: élection européenne, élection présidentielle, élections législatives (les cantonales auront eu lieu quand se tiendra notre congrès: nous y marquerons des progrès). Faisons en sorte, par notre fidélité, par la justesse de nos vues, et par notre énergie, que le socialisme ait le bon droit de nous

blement acheter à l'étranger pour vendre. Ces contraintes admises, plusieurs voies pour les surmonter.

Appellerions-nous rigueur économique, semble constitué par la réduction des salaires, la dégradation des services, notamment de l'enseignement, l'aménagement du territoire? de toutes les ressources possibles, le privé considéré comme le seul de l'économie?

Nous préférons compter sur la technologie, la capacité d'innovation des uns, de l'ingénieur à l'ouvrier, sur l'appui et leur accès aux responsabilités, un dialogue sincère avec les syndicats des bases autrement solides pour la crise, retrouver les voies de la vitalité, reconquérir le marché intérieur, stopper nos exportations, assurer les tâches d'intérêt général (infrastructures, services publics, recherche, éducation, développement culturel).

Les prétendues « lois économiques » droites ne sont que les vieilles « recettes » de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles « recettes » d'exploitation de l'homme par l'homme, de la société industrielle. Evitons donc la rigueur économique ce qui n'est que la rigueur sociale.

L'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte interne de la France. Mis nous n'en refusons pas moins, mais nous n'en refusons pas moins, l'effondrement excessif de la France, l'effondrement de sa monnaie et finalement la perte de son indépendance. Nous devons veiller à nos importations et à la demande sélective de la demande, quant aux secteurs et aux bénéficiaires, favorisant la consommation et l'emploi le moins de biens importés.

La rigueur économique dans le socialisme tendent les maîtres du pouvoir à un formidable mensonge. Ni Giscard, ni Barre n'ont frappé les privilégiés, ne les a vus s'attaquer aux puissants, contrairement à prendre part au redressement national. Leur rigueur économique dans le cadre de la société dont ils sont la défense, avec ses hiérarchies et ses privilèges, M. Giscard d'Estaing impose la rigueur sociale, les consommateurs, les consommateurs de première nécessité, les grandes fortunes. Il est temps de se débarrasser des termes du débat et de ne plus se laisser tirer par la culture économique.

A la rigueur sociale de la droite, à la hausse des salaires, à la hausse des prix, nous opposons la rigueur sociale (impôt sur les grandes fortunes, l'éventail des revenus, la fraude fiscale, etc.). C'est la seule voie qui nous permet de

privé du moyen de peser sur les pôles de décision économique, serait vite incapable d'exécuter son programme. Quelle que soit la technique juridique employée pour les réaliser — il en est de plusieurs sortes qui vont de la prise de participations majoritaires (sidérurgie, pétrole) à l'expropriation intégrale (avec indemnisation) — les socialisations doivent s'inspirer de cette réalité : le pouvoir passe par la propriété, la propriété c'est le pouvoir. Quant à la liste des groupes à nationaliser — les sociétés mères et l'actif qu'elles détiennent dans leurs filiales —, nous avons donné notre accord à celle du Programme commun de la Gauche, participations comprises. Cette liste sera complétée en temps utile, chaque fois que dans un secteur-clé s'affirmera une tendance monopolistique ou que des produits nécessaires à la vie et à la sécurité du pays seront en cause. Notre programme « Changer la vie » avait également prévu, dès 1972, le retour à la nation de toutes les richesses du sous-sol, la socialisation des industries pour lesquelles les commandes publiques constituent la quasi-totalité des débouchés (financement des télécommunications, concessions d'autoroutes, etc.), les industries où la concurrence ne peut fonctionner de façon satisfaisante sur le plan national (transports aériens et maritimes, industries nucléaires), celles vivant des subventions publiques, et la création d'entreprises-témoins dans le bâtiment. N'oublions pas que ce programme est toujours en vigueur.

La crise rend les nationalisations plus nécessaires encore. Beaucoup d'entreprises utilisent aujourd'hui l'inflation, l'endettement, voire les licenciements pour financer leurs investissements. Des secteurs à fort potentiel de croissance sont négligés. Des financements massifs sont consentis par la puissance publique. Dans ce contexte l'appropriation sociale constitue l'outil d'une véritable politique industrielle pour une nouvelle croissance. Ajoutons à cela le développement du secteur de l'économie sociale. Régionalisation, départementalisation, municipalisation des entreprises en fonction de leur taille et de leur poids économique, les entreprises associatives, les coopératives ouvrières de production, permettront d'avancer de façon cohérente vers la socialisation des moyens de production.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette démarche vers un secteur public élargi, une addition d'expérimentations sociales ne pouvant remplacer la conquête du pouvoir d'Etat et la maîtrise des pôles de l'économie. Mais il est aussi nécessaire que le débat ait lieu.

Comité directeur d'inscrire à son ordre du jour, le plus rapidement possible, le projet actuellement à l'étude, de même qu'il mandatera le groupe parlementaire pour que l'Assemblée nationale se saisisse au plus tôt de la proposition de loi socialiste sur la vie associative déposée en décembre dernier.

Des mesures immédiates. Personne ne croit au « grand soir » ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long ? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la gauche et pour atteindre dans les trois mois, comme l'a prévu notre programme, des seuils décisifs. Nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs, réforme fiscale, retour à la liberté de l'information seront, de ce point de vue, prioritaires.

3. La stratégie de rupture ne s'applique pas qu'à l'industrie. Elle recouvre également le secteur agricole. Le schéma productiviste de M. Giscard d'Estaing ne maintiendra en France que deux cent mille exploitations agricoles intégrées aux secteurs industriels et commerciaux d'amont et d'aval. Or, l'agriculture de notre pays ne peut plus se permettre de perdre un seul actif sans qu'il soit immédiatement remplacé par l'installation d'une jeune. L'exploitation doit vivre de son travail et il ne le peut sans une politique de prix garantis à la production dans le cadre de quantum tenant compte des coûts et sans des transferts appropriés tenant compte du rôle économique et social des agriculteurs dans la vie régionale.

C'est pourquoi le Parti socialiste préconise des offices par produits qui seront chargés de veiller à l'application de cette politique dans le cadre de la planification démocratique. La gestion de ces offices sera confiée majoritairement, aux agriculteurs et salariés, mais aussi à des représentants des consommateurs et du gouvernement. L'office déterminera les prix des produits garantissant un juste revenu aux exploitants agricoles. Il assurera la régularité du marché et veillera au bon fonctionnement des circuits de production et de transformation.

Pour alléger la charge foncière qui repose sur les agriculteurs et pèse dangereusement sur les prix agricoles à la production, le Parti propose d'autre part de les libérer du foncier par la création d'offices fonciers proches des SAFER actuelles, mais démocratisées et décentralisées. De telles propositions, qui ne sont en rien contraire au Traité de Rome, auront inévitablement des conséquences sur la politique agricole commune qui doit être réformée. Enfin l'intérêt national exige que l'agriculture joue son rôle dans l'équilibre de

Gauche autour d'un Programme commun est un phénomène unique dans l'Histoire de l'Europe. Chez nous le Parti communiste l'a refusée à Léon Blum, lors du Front populaire. Il n'a participé (avec de Gaulle, Gouin, Bidault et Ramadier) qu'à des gouvernements d'Union nationale et de concentration républicaine. Partout ailleurs il a recherché l'alliance des partis du centre (Finlande, Islande), de la démocratie chrétienne (Italie), de l'armée (Portugal), ou de l'ensemble des forces démocratiques (Espagne), mais n'a jamais choisi l'accord direct, préférentiel avec les socialistes.

Sauf en France. Pourquoi? En raison du rapport de forces qui jouait à l'époque contre les socialistes et qui pouvait laisser croire que ceux-ci seraient aisément dominés? Pour des raisons propres au communisme international? Pour des raisons particulières à l'évolution du communisme français? Nous ne nous interrogeons pas ici plus longtemps, sinon pour souligner l'incohérence d'une démarche qui devait conduire le Parti communiste à louvoyer de 1971 à 1977 dans les méandres de « l'union considérée comme un combat » pour finir par la rompre et combattre... les socialistes. Là encore, que de questions! Assurément, la direction communiste n'a pas accepté la prépondérance acquise par notre Parti, dans et par l'union. Peut-être a-t-elle redouté de gouverner dans la tourmente de la crise. Peut-être a-t-elle subi des pressions venues d'ailleurs, de crainte qu'une expérience socialiste, cautionnée par les communistes, n'offre du socialisme un visage nouveau différent, sinon antinomique, du modèle soviétique. Il y a lieu de penser que ces raisons se sont additionnées.

Le point qui nous importe aujourd'hui est de savoir s'il est imaginable que le P.C. change d'attitude, cesse bientôt de considérer les socialistes comme ses adversaires principaux, et de préférer le gouvernement de la droite et du grand capital à la victoire des travailleurs. Rien ne le montre.

Alors que faire? L'alliance à droite sous couvert de troisième force est évidemment exclue. L'hypothèse d'un isolement volontaire qui conduirait notre parti à ne conclure d'alliance ni à droite ni à gauche, à ne compter, pour parvenir au pouvoir et faire passer ses propositions dans les faits, que sur ses seuls forces et l'éventuelle neutralisation de ses rivaux, ne débouche sur rien, à moins de fournir une stratégie intermédiaire pour une alliance à droite.

Enfin l'idée a été avancée de préférer à la notion et à la pratique d'Union de la Gauche et de front de classe d'autres notions. Si cette proposition signifie que l'union doit être et

ce que le socialisme est le devoir de chacun d'entre nous. Trois rendez-vous à court terme avec le suffrage universel en offriront l'occasion: élection européenne, élection présidentielle, élections législatives (les cantonales auront eu lieu quand se tiendra notre congrès: nous y marquerons des progrès). Faisons en sorte, par notre fidélité, par la justesse de nos vues et par notre énergie, que les 23% de mars 1978, qui font déjà de nous le premier Parti de France, soient largement dépassés. Restera au Parti communiste soit à s'enfermer davantage dans ses refus sectaires, soit à comprendre son devoir. Au-delà des tout prochains mois, lorsque, par nos initiatives, un contexte plus favorable aura été créé, lorsque le mûrissement des conditions politiques et l'approche d'importantes échéances auront suscité un nouvel appel vers les solutions gouvernementales de la gauche, et quand nous aurons nous-mêmes enrichi et actualisé le Programme socialiste par notre réflexion sur le « Projet », il nous appartiendra, à nous, Parti socialiste, principale force de la gauche, d'engager le dialogue. Dès maintenant nous nous prononçons pour un pacte de non-agression entre les partis de gauche. Agissons en toutes circonstances pour que notre Parti soit reconnu de plus en plus comme le moteur du changement de la politique française, le moteur de l'union des forces populaires.

6. Abordons maintenant deux points qui sont, depuis les élections législatives, au centre du débat public. Plusieurs de nos dirigeants ont développé à l'intérieur et à l'extérieur de nos rangs l'argument selon lequel le Parti aurait manqué de rigueur économique dans l'exposé de ses projets et contribué par là à l'échec de la gauche. S.M.I.C. à 2 400 F, surcharge et contenu des nationalisations, somme des revendications matérielles, l'économie française ne pouvait, ont-ils dit, supporter un tel poids. Sans oublier la position récente du Parti en faveur d'une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures avec salaire maintenu, négociée entre les partenaires sociaux et accompagnée d'une réduction de l'éventail des revenus.

D'une façon plus générale la conception même du Programme commun a été, par ce biais, sévèrement jugée: le quantitatif aurait pris le pas, à l'excès sur le qualitatif.

Arrêtons-nous à la première de ces critiques.

- Rigueur économique et rigueur sociale.

Les prétendues « lois économiques » que l'on présente, à droite, comme éternelles, analogues à celle de la cosmologie, ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste. Certes, on ne peut pas consommer plus que l'on produit, on ne peut pas dura-

A la rigueur sociale...
salaires, luttent...
opposés la...
(impôt sur les grandes fortunes...
de l'éventail des revenus, la...
fraude fiscale, etc.). C'est dans...
tive qu'il faut se placer. Il est...
effet, que les mesures sociales...
gramme soient en contradiction...
économiques qu'on veut nous fa...
Rappelons que l'objectif du Soc...
suppression du salariat en tant...
de production, la fin de l'exploit...
liste.

Serait-il interdit de lutter contre...
et de redistribuer les chances et...
l'intérieur du produit national?...
rait-il de conquérir le pouvoir d...
n'étions pas capables de porter...
ment le salaire minimum au n...
saire? Quel crédit garderions-n...
des travailleurs si nous n'étie...
mesure de provoquer une baisse...
travail à 35 heures, d'ouvrir le...
retraite à 60 ans, d'engager un...
tant en faveur des familles, de...
âgées et des handicapés? Consid...
logique capitaliste ces mesures s...
tendu, sacrilèges, cette logique...
maintien ou la hausse des profit...
hausse des prix, moyen tradition...
le patronat récupère les avantages...
la lutte des classes le contraint d...

Compromettrons-nous pour a...
tissement, déjà si faible sou...
d'Estaing? Il faudrait le craind...
lois économiques » du capitalis...
sait qu'aujourd'hui les restrict...
nentes et absurdes de crédit...
entreprises à l'autofinanceme...
investissements et donc à la re...
âpre encore de leurs gains. A...
P.M.E. succumbent tandis que...
centres d'accumulation des p...
deviennent les exécuteurs des...
industriels. Dans la logique s...
contraire, où le système banca...
nalisé et lié au Plan, où les ta...
seront réduits dans leur ense...
bles en fonction des priorités, le...
cera les investissements industr...
ment avec l'autofinancement...
en vaut bien une autre!

Que reste-t-il aussi de l'équilib...
réputé règle d'or par le Giscard...
y a quelques années?

En vérité, le capitalisme em...
comme stratégie d'adaptatio...
sa sphère d'influence à de nou...
du monde, aux nouvelles de...
besoins, en déqualifiant les tr...

ément vécue par les mil-
qui font confiance à la
ie simplement en dé-
lire que notre parti doit,
déjà engagée, entretenir
lus forts avec les syndi-
ons, elle suggère à juste
l'orientation adoptée.
cher désormais à inclure
mblement et sur le même
tiques, les syndicats, les
rils définissent ensemble
ernement, cette idée n'est
éaliste. D'une part, elle
s. D'autre part, elle repo-
n : considérer que toutes
ixent un but politique et
ficité de ces mouvements
orientation même s'il est
nsable de renforcer nos
actions syndicale ne se
pas avec l'action politi-
oit être indépendant du
iter que l'un ou l'autre ne
urroie de transmission ».

me méthode : créer une
le Parti communiste ne

ecret : les socialistes doi-
pecter leurs engagements.
line électorale. Engager
unes utiles aux travail-
dans les luttes regroupant
ement. Nous proposons
: rencontre pour associer
d'un commun accord les
gauche aux luttes pour la
oi et le sauvetage des

ps les socialistes diront
es manquements du P.C.
ions précises, comme l'a
la commission Jospin-
traditions entre le cen-
que et la revendication
internationalisme théori-
s nationalistes, le rallie-
et la réalité soviétique, le
et le sabotage de l'al-
te.

en tenant bon, fera plu-
ons à la fois : qu'il est le
: Punion, qu'il s'enracine
ial qui est le sien, qu'il
ce dans l'opinion publi-
soi-même. Affirmer sans
aliste est le devoir de cha-
rendez-vous à court
iversel en offriront
opienne, élection
épistémiques (les can-
grand se tiendra notre

blement acheter à l'étranger plus que l'on ne vend. Ces contraintes admises, il existe plusieurs voies pour les surmonter.

Appellerions-nous rigueur économique l'ensemble constitué par la réduction relative des salaires, la dégradation des services publics, notamment de l'enseignement, l'absence d'aménagement du territoire ? Le transfert de toutes les ressources possibles vers le profit privé considéré comme le seul stimulant de l'économie ?

Nous préférons compter sur le travail, l'intelligence, la capacité d'innovation des travailleurs, de l'ingénieur à l'ouvrier. Sur leur appui et leur accès aux responsabilités. Sur un dialogue sincère avec les syndicats. Voilà des bases autrement solides pour riposter à la crise, retrouver les voies de la compétitivité, reconquérir le marché intérieur, développer nos exportations, assurer et financer les tâches d'intérêt général (infrastructures, services publics, recherche, éducation, développement culturel).

Les prétendues « lois économiques » de la droite ne sont que les vieilles « recettes » de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles « recettes » de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la société industrielle. Evitons donc d'appeler rigueur économique ce qui n'est que rigueur sociale.

L'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte interne des classes. Mis nous n'en refusons pas moins l'endettement excessif de la France, l'effondrement de sa monnaie et finalement la perte de son indépendance. Nous devons veiller avec soin à nos importations et choisir une relance sélective de la demande intérieure quant aux secteurs et aux bénéficiaires qui favorisant la consommation populaire, emploient le moins de biens importés.

La rigueur économique dans le sens où l'entendent les maîtres du pouvoir constitue un formidable mensonge. Ni Giscard, ni Chirac, ni Barre n'ont frappé les privilégiés. Jamais on ne les a vus s'attaquer aux puissants pour les contraindre à prendre part au redressement national. Leur rigueur économique reste dans le cadre de la société dont ils assurent la défense, avec ses hiérarchies et ses iniquités. M. Giscard d'Estaing impose les salariés, les assurés sociaux, les consommateurs de produits de première nécessité, mais ménage les grandes fortunes. Il est temps de changer les termes du débat et de ne plus se laisser investir par la culture économique dominante.

A la rigueur sociale de la droite (blocage des salaires, hausse des prix, licenciements, etc.) opposons la rigueur sociale de la gauche (impôt sur les grandes fortunes, resserrement de l'éventail des revenus, lutte contre la

multipliant les consommations factices, en exploitant les ressources naturelles à bas prix, en se servant du chômage comme d'une arme absolue, en concentrant les pôles de décisions, le capitalisme multinational fait de la crise une source de profit, de la science un outil de pouvoir, du progrès un mode d'exploitation. Le Parti socialiste se fait une autre idée des hommes et des choses.

— Qualitatif, quantitatif.

La lecture des contributions convainc de l'utilité du débat entre les socialistes. Le congrès enregistrera certainement l'accord quasi-unanime qui s'est réalisé sur le refus d'admettre que la diffusion plus démocratique du pouvoir au sein de la société puisse pallier l'absence de mesures quantitatives de redistribution des richesses, bref sur l'idée qu'il n'est pas possible de séparer le « qualitatif » du « quantitatif ». Conclusion heureuse d'un procès engagé avec quelque vivacité au lendemain des élections législatives.

7. La dimension internationale du socialisme. La recherche d'un nouvel internationalisme ne résulte pas seulement d'une aspiration morale. Elle repose aussi sur l'existence de forces sociales qui tendent partout dans le monde à se libérer des dominations dont elles souffrent. La réduction du temps de travail, par exemple, est une revendication que l'on retrouve dans l'Europe occidentale tout entière. Bien plus, le mouvement ouvrier est né et s'est développé sans frontières, puisant sa force dans la solidarité des exploités et dans l'identité de leurs besoins.

Sécurité collective, désarmement, arbitrage ont également inspiré le programme constant des socialistes sur la scène du monde. Le socialisme est par nature international ou il se nie. Et ce d'autant plus que son adversaire, le capitalisme, est lui-même parvenu au stade multinational. Les sociétés de ce niveau sont installées à tous les carrefours, dominant l'espace économique, contrôlent les océans, les continents, commandent le flux et le reflux des marchandises, effacent les frontières, poussent à grande allure les pions du libre-échange universel.

Voulons-nous que la division internationale du travail et de la production se fasse sans nous et contre nous ?

- La France et le Tiers-Monde.

On ne soulignera jamais trop l'importance qu'il y a à tracer les lignes de force d'un nouvel ordre économique international, passant par la reconnaissance des Etats du Tiers-Monde comme partenaires égaux. Les socialistes adopteront ou recommanderont une attitude positive dans les grandes négociations internationales avec les pays en voie de développement, la stabilisation des

veiller à la stricte application du traité avant d'examiner l'éventualité d'une nouvelle étape.

Favorable — conformément au Programme commun — au renforcement des pouvoirs de contrôle de l'Assemblée européenne, le Parti socialiste n'entend pas accroître les compétences de l'Assemblée par réduction des compétences des parlements nationaux. De même il a tranché que le gouvernement français devrait mettre en place les procédures d'information et de consultation du Parlement avant toute prise de position importante. Exacte à court terme, c'est-à-dire pour l'enjeu du 10 juin et ses conséquences directes, la formule que nous avons lancée « tout le Traité de Rome et rien que le Traité », cessera de répondre à l'objectif qui est le nôtre dès qu'il sera possible d'orienter la communauté vers le socialisme. Le problème majeur ne sera plus alors celui des compétences mais du contenu politique, économique et social de l'Europe.

- **L'Europe des travailleurs.** Le Marché commun tel qu'il est, dominé par le grand capital, ne peut nous convenir. C'est l'Europe des travailleurs que nous voulons fonder. Dans cet esprit le congrès retiendra cinq propositions pour les cinq années à venir.

1^o **Le plein emploi** doit redevenir la priorité des priorités. Sa réalisation requerra une relance concertée des économies européennes, la semaine de 35 heures, la 5^e équipe pour le travail posté, la création d'emplois d'utilité collective, des programmes spéciaux pour les jeunes.

2^o **Les ressources et incitations du Fonds social** seront considérablement renforcées et les pouvoirs des travailleurs précisés afin de remédier aux déséquilibres actuels de la Communauté aux dépens des forces de la production. A cet effet un **contrôle des institutions européennes** s'exercera sur les multinationales, tandis que les travailleurs participeront à l'information, à la négociation et à la décision des problèmes qui les concernent. Il conviendra de réexaminer le projet de « statut de l'entreprise européenne » pour qu'y soient mentionnées les différentes voies possibles vers la démocratie économique et notamment l'autogestion-contrôle ouvrier.

3^o **Un cadre de négociations sociales** à l'échelon communautaire sera institué afin que soient discutées des **conventions collectives européennes**.

4^o Pour marquer cette réorientation fondamentale de la C.E.E., des droits nouveaux seront immédiatement créés ou étendus à l'ensemble des travailleurs européens :

a) le droit à l'éducation permanente par l'octroi périodique d'un congé rémunéré à tous

Rome, le Programme socialiste et le Programme commun n'avaient fixé qu'un préalable : le retour à la démocratie. C'est fait.

Par contre, sur le plan de l'intégration économique et essentiellement au regard de l'Espagne, nous avons énoncé trois préalables de ratification :

● **Un préalable agricole** (suppression des montants compensatoires. Organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement, en particulier la viticulture et les fruits et légumes. Rappel de l'Article 44 du traité afin de lutter contre les spéculations sur la fluctuation des monnaies en appliquant à l'Europe élargie un système de prix minimum vérifié aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation. Création d'offices par produits, assortis de mécanismes régulateurs).

● **Un préalable industriel.** D'abord en dénonçant dès maintenant l'accord franco-espagnol de 1970 qui établit à l'encontre de la France un déséquilibre douanier nocif. Ensuite en prenant des dispositions, après discussion avec les travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales, qui permettront aux secteurs en crise de sauvegarder leur activité (sidérurgie, chantiers navals, textiles, cuirs, etc.).

● **Un préalable régional,** par l'accroissement des crédits du Fonds régional européen et une nouvelle définition des procédés d'utilisation de ces crédits.

Quant aux délais, ils supposent des étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. Les conditions de passage d'une étape à une autre seront vérifiées par le Conseil des Ministres de la C.E.E. statuant à l'unanimité.

Telle est la position du Parti. Elle est celle de notre Comité directeur et se trouve exposée dans le rapport Sutra, approuvé par la même instance.

La plupart des lignes précédentes sont des citations tirées de nos textes officiels. Il est bon que les militants les connaissent car nombre de contributions semblent les ignorer.

Un manifeste socialiste pour l'élection européenne a été adopté par le Comité directeur du 21 octobre 1978. Il situe avec force le rôle nécessaire d'une communauté dont chaque composante, livrée à elle seule, subirait aussi bien la domination des deux super-puissances que leur affrontement. Ni l'impérialisme américain, ni l'expansionnisme russe ne rencontreront d'obstacle durable sans une Europe organisée et plus précisément sans une Europe socialiste à volonté d'indépendance.

Il répond également à ceux qui tentent le repli sur soi et le rêve pur socialiste comme à

... le devoir de cha-
s rendez-vous à court
universel en offriront
européenne, élection
s législatives (les can-
quand se tiendra notre
querons des progrès).
notre fidélité, par la
par notre énergie, que
qui font déjà de nous
nce, soient largement
rti communiste soit à
dans ses refus sec-
dre son devoir. Au-
is mois, lorsque, par
texte plus favorable
le mûrissement des
t l'approche d'import-
nt suscité un nouvel
gouvernementales de
is aurons nous-mêmes
Programme socialiste
le « Projet », il nous
'parti socialiste, princi-
e, d'engager le dialo-
ous nous prononçons
gression entre les par-
ns en toutes circons-
Parti soit reconnu de
e moteur du change-
rançaise, le moteur de
ulaires.

ant deux points qui
ns législatives, au cen-
Plusieurs de nos diri-
l'intérieur et à l'exté-
gement selon lequel le
e rigueur économique
rojets et contribué par
e. S.M.I.C. à 2 400 F,
des nationalisations,
ions matérielles, l'éco-
uvait, ont-ils dit, sup-
ins oublier la position
veur d'une réduction
il hebdomadaire à
: maintenu, négociée
ciaux et accompagnée
ventail des revenus.

nérale la conception
commun a été, par ce
: le quantitatif aurait
ur le qualitatif.

nière de ces critiques.

et rigueur sociale.

onomiques » que l'on
me éternelles, analo-
ologie, ne sont en fait
tion du système capi-
peut pas consommer
on ne peut pas dura-

... par la culture économique dominante.

A la rigueur sociale de la droite (blocage des salaires, hausse des prix, licenciements, etc.) opposons la rigueur sociale de la gauche (impôt sur les grandes fortunes, resserrement de l'éventail des revenus, lutte contre la fraude fiscale, etc.). C'est dans cette perspective qu'il faut se placer. Il est normal, en effet, que les mesures sociales de notre Programme soient en contradiction avec les lois économiques qu'on veut nous faire admettre. Rappelons que l'objectif du Socialisme est la suppression du salariat en tant que rapport de production, la fin de l'exploitation capita-

liste. Serait-il interdit de lutter contre les inégalités et de redistribuer les chances et les charges à l'intérieur du produit national ? A quoi servirait-il de conquérir le pouvoir d'Etat si nous n'étions pas capables de porter immédiatement le salaire minimum au niveau nécessaire ? Quel crédit garderions-nous auprès des travailleurs si nous n'étions pas en mesure de provoquer une baisse du temps de travail à 35 heures, d'ouvrir le droit à la retraite à 60 ans, d'engager un effort important en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés ? Considérées dans la logique capitaliste ces mesures sont, bien entendu, sacrilèges, cette logique impliquant le maintien ou la hausse des profits et donc la hausse des prix, moyen traditionnel par lequel le patronat récupère les avantages sociaux que la lutte des classes le contraint d'accorder.

Compromettons-nous pour autant l'investissement, déjà si faible sous M. Giscard d'Estaing ? Il faudrait le craindre selon « les lois économiques » du capitalisme. Mais on sait qu'aujourd'hui les restrictions permanentes et absurdes de crédit poussent les entreprises à l'autofinancement de leurs investissements et donc à la recherche plus âpre encore de leurs gains. A ce prix, les P.M.E. succombent tandis que les banques, centres d'accumulation des profits privés, deviennent les exécuteurs des monopoles industriels. Dans la logique socialiste, au contraire, où le système bancaire sera nationalisé et lié au Plan, où les taux d'intérêts seront réduits dans leur ensemble et variables en fonction des priorités, le crédit financera les investissements industriels conjointement avec l'autofinancement. Cette logique en vaut bien une autre !

Que reste-t-il aussi de l'équilibre budgétaire, réputé règle d'or par le Giscard d'Estaing d'il y a quelques années ?

En vérité, le capitalisme emploie la crise comme stratégie d'adaptation. En étendant sa sphère d'influence à de nouvelles régions du monde, aux nouvelles dimensions des besoins, en déqualifiant les travailleurs, en

... Quel sera le rôle des lignes de force d'un nou-
vel ordre économique international, passant
par la reconnaissance des Etats du Tiers-
Monde comme partenaires égaux. Les
socialistes adopteront ou recommanderont
une attitude positive dans les grandes négo-
ciations internationales avec les pays en voie
de développement, la stabilisation des
échanges et du système monétaire internatio-
naux, la recherche de pays avec qui engager
une coopération exemplaire à travers des
accords de co-développement, en même
temps que la dénonciation des conditions
d'exploitation particulièrement brutales qui
expliquent souvent les formes de concu-
rence anormales. Dans l'immédiat notre
congrès décidera d'étudier la mise sur pied
d'un organisme de solidarité avec le Tiers-
Monde.

Le soutien aux luttes de libération nationale (particulièrement en Afrique australe), les campagnes contre la misère et la faim et pour les libertés mobiliseront notre action internationale. La lutte pour les Droits de l'Homme repose sur le refus de l'oppression et de l'exploitation, sur l'affirmation du droit à la différence. C'est un combat politique (droits démocratiques), social (droits syndicaux), culturel (droits religieux, droits linguistiques). Nous ne devons pas seulement lui apporter notre soutien à l'extérieur. Nous devons le traduire en termes concrets pour ces représentants du Tiers-Monde que sont en France (et en Europe) les travailleurs immigrés. En ce sens, là comme ailleurs, il y a concordance entre la défense des Droits de l'Homme et la volonté d'entreprendre les transformations sociales.

La construction de l'Europe.

- **L'élection du 10 juin.** Le Parti socialiste réitére son attachement à la politique définie par le congrès extraordinaire de Bagnolet, sans délai ni préalable autres que ceux nés de la conjoncture (exemple : l'élargissement). Cette politique le conduira à soutenir fermement la construction et le développement de la Communauté européenne. Il prendra part dans cet esprit, le 10 juin prochain, à l'élection au suffrage universel direct des députés à l'Assemblée européenne et rappellera que cette mesure, inscrite dans le Traité de Rome signé par le gouvernement Guy Mollet en 1957 et entré en vigueur en 1959 sous la présidence du général de Gaulle, n'implique en soi aucun transfert nouveau de compétence tout en renforçant la légitimité de l'institution.

Il affirmera, à cet égard, que la règle de l'unanimité nécessaire à toute révision du Traité de Rome reste sa loi. Dans l'état actuel des relations entre les neuf pays membres de la Communauté, devant leur difficulté à définir des politiques communes dans des domaines essentiels, il conviendra de

4 Pour marquer cette réorientation fondamentale de la C.E.E., des droits nouveaux seront immédiatement créés ou étendus à l'ensemble des travailleurs européens :

a) le droit à l'éducation permanente par l'octroi périodique d'un congé rémunéré à tous les salariés ;

b) l'égalité de traitement entre travailleurs masculins et féminins.

5° Une charte des droits sociaux fondamentaux réduira les inégalités entre pays membres et catégories de travailleurs. Ces dispositions s'appliqueront aux migrants qu'ils soient ou non originaires de la C.E.E.

- **L'élargissement du Marché commun.** Trois nouveaux pays ont demandé leur adhésion à la Communauté : la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Le Parti socialiste considère qu'aucune condition n'est à poser à cet élargissement sur le plan politique. Le Traité de

sances qu'ils affrontent. Si l'impérialisme américain et l'expansionnisme russe ne rencontreront d'obstacle durable sans une Europe organisée et plus précisément sans une Europe socialiste à volonté d'indépendance.

Il répond également à ceux que tentent le repli sur soi et le rêve nationaliste, comme à ceux qui s'abandonnent aux facilités d'une supranationalité confuse. Les socialistes ne sont pas placés devant deux lignes politiques pour l'Europe mais devant trois. Faire l'Europe sans défaire la France, restituer à la France son rôle aux dimensions européennes, respecter les obligations auxquelles nous avons souscrit tout en défendant bec et ongles les intérêts français, la grande majorité des militants le pense, le veut.

L'intérêt du Parti est de confirmer ses choix antérieurs, en les poussant plus loin pour un nouvel élan. Son intérêt est aussi qu'il y ait un débat.

III. — Pour un nouvel élan

1. Après sept ans nous connaissons notre bilan dont nous sommes collectivement responsables.

L'actif : 120 000 adhérents de plus. Des fédérations vivantes dans tous les départements de métropole et d'outre-mer, 1 200 groupes et sections d'entreprise, un journal hebdomadaire de niveau national, deux mensuels, une revue théorique de bonne qualité, de très nombreux stages de formation, colloques, conventions, journées d'études, plus de 100 commissions et groupes de travail, des projets à jour importants sur l'Europe, le système éducatif, les droits des femmes, l'énergie, l'agriculture, la politique industrielle, la décentralisation, la vie associative, le cadre de vie, 104 députés au lieu de 41 dont 36 élus à moins de 40 ans, 81 maires de communes de plus de 30 000 habitants au lieu de 41, près de 900 conseillers généraux au lieu de 600, une audience certaine sur le plan international, une réinsertion dans le Tiers-Monde, le Parti socialiste premier parti de France, donc de la gauche.

Le passif : trop peu d'adhérents, trop peu de représentants des travailleurs de la production et trop peu de femmes dans nos structures, implantation trop parcellaire dans les entreprises, absence de péréquation entre les fédérations, faible décentralisation régionale, financement insuffisant et incertain, mauvaise information à l'intérieur du Parti

et lenteur de la communication, échec de l'action culturelle, élitisme dissimulé sous le langage basiste, élitisme aussi dans les commissions nationales, et, depuis quelque temps, multiplicité des clans et manque de discipline parmi les dirigeants.

Il faut un nouvel élan.

2. **L'arme des socialistes est leur unité.** Nous l'avons faite à Epinay. C'est elle qui nous a permis de progresser en rassemblant le socialisme dispersé. Elle est aujourd'hui ébranlée par la multiplicité des fractions, avouées ou non, par l'âpreté de leurs affrontements et par le recours systématique à la presse extérieure pour peser sur les décisions du Parti. Dominons cette crise en revenant aux sources. Notre ambition a été de réunir dans un seul mouvement politique les diverses écoles de pensée du socialisme. Elle le reste. Et c'est notre réussite. Nous n'obéissons à aucun dogme et n'avons pas de grand prêtre. La chasse aux chrétiens ou la chasse aux laïcs n'est pas dans notre nature. Pas davantage la nouvelle mode de la chasse aux marxistes. Tous ont leur place parmi nous. La fraternité n'a pas de hiérarchie. L'unité naît de la tolérance.

L'écho des rivalités de personnes et de clans inquiète les militants. Ils s'indignent que puissent exister des réseaux, des bureaux, des finances parallèles. Pour y mettre fin, le

congrès confiera au futur Comité directeur le soin d'établir des règles plus strictes de discipline. Notamment le Parti devra disposer, en plus du premier secrétaire, de porte-parole habilités à rendre compte des décisions prises. Il n'appartient pas aux postes de radio et aux chaînes de télévision de les choisir.

3. L'heure est venue de faire accéder aux responsabilités les militants que le Parti a formés, qui n'ont pas connu les clivages d'avant Epinay. Parmi eux, des femmes et des travailleurs de la production, sous-représentés dans les instances dirigeantes. Des mesures pratiques et financières seront prises pour faciliter cet apport. Les femmes qui seront 30 %, trois par tranche de dix, sur la liste de candidats à l'Assemblée européenne ne pourront dans aucun organisme se compter à moins de 20 %, en application des statuts selon lesquels « le pourcentage minimum sera révisé lors de chaque congrès national pour tenir compte de leur proportion réelle au sein du Parti ». Celui-ci prendra en charge l'organisation des stages de formation destinés aux femmes qui sont les plus durement touchées par la crise (54 % des chômeurs) et les plus exploitées (74 % des smicards). Les Fédérations veilleront à ce que soit facilitée au maximum la candidature de femmes, en particulier dans les circonscriptions gagnables.

4. L'expression du Parti sera considérablement facilitée par la création d'un journal quotidien. Un dossier technique et financier sera remis aux militants pour qu'ils prennent une décision, positive ou négative.

5. Un récent règlement intérieur adopté par une Convention nationale a amélioré le fonctionnement démocratique de notre organisation. La collégialité à tous les niveaux suppose que les secrétaires nationaux se considèrent d'abord comme au service du Parti, et non au leur ou d'une fraction. Les manquements à cette règle devraient comporter leur retrait.

6. La campagne, directe ou indirecte, pour la candidature à la présidence de la République est prématurée. Elle cause aujourd'hui de réels dommages au Parti. Le Premier secrétaire ne peut être en même temps candidat. Le candidat ne peut se substituer au Premier secrétaire. Ces deux observations conduisent à ne pas désigner le candidat plus tôt qu'il ne convient.

7. La liste de nos candidats à l'élection européenne devra, autant qu'il sera possible, être décentralisée sur les régions, y compris l'outre-mer, et comprendre parmi les élus probables, comme on l'a dit plus haut, des travailleurs à la production, ouvriers et paysans, issus notamment des groupes et sections d'entreprise.

8. Le Parti attend de ses dirigeants qu'ils ne cherchent pas à se faire des concurrents pendant

structures de branches, entre les priorités nationales et le contexte local.

La reconnaissance effective de tous les droits d'expression et d'organisation des travailleurs sur le lieu du travail constituera une priorité de l'action du Parti au Parlement comme sur le terrain.

Les mesures prises récemment : augmentation du budget entreprises et du nombre des permanents, remboursement des frais des militants participant à des réunions nationales, « Combat socialiste » spécial renouvelé et diffusé massivement, mention du nom de l'entreprise sur la carte d'adhérents, seront complétées par une véritable priorité pour le financement, des stages de formation spécifiques, l'indemnisation des pertes de salaires des responsables ouvriers, le soutien financier des G.S.E. nationaux. Ceux-ci verront, sous la responsabilité du Secrétariat national aux entreprises, leurs moyens d'action et d'intervention développés. Il seront présents et pourront faire des communications au Comité directeur quand une question de leur compétence sera inscrite à l'ordre du jour.

12. Les jeunes du M.J.S. éliront leurs responsables à tous les niveaux. Une Convention nationale qui se tiendra dans le courant de l'année arrêtera les dispositions utiles à cet égard. L'action commencée en direction des jeunes travailleurs, des jeunes de l'enseignement technique, des apprentis et menée conjointement avec le secteur entreprise, sera vigoureusement poursuivie. Les thèmes qui préoccupent particulièrement les jeunes seront développés : droit au travail, actions contre la répression anti-jeunes, service militaire, écologie et cadre de vie, luttes du Tiers-Monde.

Des moyens appropriés seront accordés au M.J.S. pour réaliser ce programme.

La présence du M.J.S. dans toutes les fédérations est une obligation.

13. Pour une meilleure décentralisation du Parti, les comités régionaux, composés de deux délégués titulaires et d'un suppléant par fédération, eux-mêmes désignés par les commissions exécutives fédérales, se réuniront régulièrement. Un délégué régional sera nommé par les membres du Comité régional et les Premiers secrétaires fédéraux de la région. Les comités régionaux assureront le fonctionnement de commissions d'études et désigneront les délégués de ces commissions aux groupes et commissions d'études nationales du Parti.

Dans l'intervalle de deux congrès le Bureau exécutif prendra l'initiative de réunir une Conférence nationale des régions.

14. Une aide spécifique sera apportée aux Fédérations d'outre-mer.

La proposition de loi pour les départements d'outre-mer qui sera déposée lors de la prochaine session, prévoira, dans chaque départe-

Parti socialiste est le parti de l'autogestion. Cela signifie notamment que nos rapports avec les associations excluent manipulation ou contrôle. Approfondissons un dialogue cofiant avec elles, reconnaissons la spécificité de leur action, respectons avec scrupule leur autonomie.

La proposition de loi déposée par les socialistes sur la vie associative, et dont le groupe parlementaire fera hâter la discussion, sera dès maintenant largement popularisée à l'intérieur du Parti.

16. Des sujets prioritaires de réflexion mais aussi d'action mobiliseront dans l'immédiat le Parti :

— La lutte pour l'emploi. Accent sera mis sur les 15 points présentés par le Parti, en particulier la réduction du temps de travail, la création d'emplois publics et d'utilité sociale, les mesures en faveur des industries de main-d'œuvre, l'institution d'offices qui mettront à la disposition de groupes de P.M.E. librement constitués des moyens communs d'investissement et d'exportation.

Le Parti socialiste exploitera dans les plus brefs délais le rapport de la Conférence nationale sur la Sidérurgie.

• La recherche scientifique sera placée au premier rang des obligations nationales, dans les domaines notamment de la biologie, de l'électronique, des énergies nouvelles, de l'environnement, des richesses de la mer.

— Les militants décideront s'il convient de lancer dans le pays l'idée d'un referendum sur la politique nucléaire.

— Une conférence du Littoral réunira les fédérations des départements maritimes du pays.

— Un conseil d'évolution de la Science auprès du Parlement, comme il en existe dans la plupart des grands pays développés, examinera l'opportunité des choix scientifiques.

• Quelle politique démographique pour le pays ? Une Convention nationale se saisira de ce débat fondamental qui doit trouver rapidement sa conclusion dans le Parti.

• Quelle qualité de la vie ? Quand la société d'aujourd'hui se borne trop souvent à proposer aux travailleurs : l'usine, ou le chômage, les transports en commun, les cités H.L.M. ; aux femmes : la cuisine, le supermarché, la sortie des écoles ; aux personnes âgées : l'hospice ou le logement insalubre, la solitude ou l'écran de télévision ; aux jeunes : les terrains vagues, les machines à sous, les trottoirs, la suspicion... On montrera qu'il n'y a de réponse que globale, intégrée à l'analyse des structures de l'économie.

• Quelle politique culturelle ?

— les Conseils (scientifique, littéraire, artistique) seront réanimés, renouvelés ;

— une exposition itinérante sur l'histoire du

Parti, tiendra des séances publiques une fois par mois. D'autres initiatives seront prises : organisation d'une fête populaire internationale, création d'une Fondation Européenne de la Culture, mise en place d'une Agence technique chargée de recevoir les expériences culturelles les plus novatrices, de mettre à la disposition des municipalités de gauche des idées et des services.

— le Plan. Le Parti invitera ses militants à mettre l'élaboration du Plan et le contrôle de son exécution à l'ordre du jour de leurs sections durant les trois phases de travail suivantes :

1° le recensement des besoins et des urgences au niveau des communes, des départements, de la région ;

2° la convergence de ces urgences au niveau national ;

3° les corrections à proposer au regard des réalités locales.

• Les libertés dont il ne faut plus parler qu'au pluriel afin de ne laisser nulle part les citoyens, les travailleurs, les peuples et les minorités soumis à l'arbitraire des Pouvoirs.

17. Cette énumération d'objectifs à court terme ne doit pas nous tromper : il n'est de vraie politique qu'à long terme. Tout est affaire de perspective. S'il était nécessaire que le Parti fasse connaître à l'opinion l'itinéraire qu'il entend suivre, il convient maintenant de prendre ses distances. Le pire contresens serait d'identifier socialisme et productivisme. Nous avons besoin d'autre chose.

Nous l'avons dit plus haut, le rôle d'un parti n'est pas de répondre aux questions que l'homme se pose sur l'origine et la finalité du monde qui est le sien. S'interdira-t-il pour autant d'inscrire son projet dans cette dimension ? Les foules rassemblées sur le pas de Jean-Paul II et à l'appel de Khomeiny, toute différence admise sur l'objet du message, offrent un champ de réflexion qu'il serait absurde d'ignorer. Dans notre Europe lassée et tenue en lisière par la société de l'argent, où le socialisme dans la liberté reste à construire, l'hésitation ou le refus qui oppose la jeunesse à l'engagement politique, résulte sans doute du fait que les partis politiques restent en-deçà des valeurs hors desquelles la vie perd son sens. D'où le malentendu. Parce qu'ils ne donnent pas ce qu'ils doivent on leur demande plus qu'ils ne peuvent donner. Qu'ils se souviennent pourtant : des mots aussi simples que le pain, la paix, la liberté, à partir des plus humbles besoins, ont parlé naguère à l'esprit et le peuple des travailleurs a su que ses conquêtes avaient valeur universelle.

En choisissant de combattre pour la conquête de cette liberté supérieure, la responsabilité, devant soi et devant les autres, le socialisme autogestionnaire a ouvert une route qui le mènera...



Aujourd'hui comme hier, c'est la seule force capable de répondre à un changement de vie.

Certes, face à une « droite » qui a été par la rupture de l'Union comment éviter que les nœuds après des mois de repli bloqué, le débat s'ouvre concernés.

Il est fâcheux que les questions d'intention, il est regrettable que le Parti. Nous n'acceptons pas des d'influence pour des positions mauvaises querelles, tout de socialistes aux inspirations multiples gences soient claires et non ambiguës. Depuis des années, deux lignes cohérentes : l'une, d'esprit communiste, autogestionnaire et international, ne comprennent mal qu'on obscures s'accordent sur la même ligne de synthèse honnête, et vous aviez

Regardons alentour : les continents musclés, populaire et chauvinisme national. Pourtant l'un et l'autre sont des tâches qui échouent à juguler l'impérialisme qui échoue à juguler l'impérialisme régions et massacre nos industries.

Toute la société est gangrénée par les individus, entretient l'impérialisme — au moment même où l'impérialisme, est menacée — on en voit la cause et non victimes du chômage, un bel élan dans un climat d'angoisse, l'aliénation aux jeunes et aux enfants.

Sur un fond d'oppressions permanentes imprévue aux interpellations de la nature et des esprits, tout lui est dû appartient d'apporter...

7. La liste de nos candidats à l'élection européenne devra, autant qu'il sera possible, être décentralisée sur les régions, y compris l'outre-mer, et comprendre parmi les élus probables, comme on l'a dit plus haut, des travailleurs à la production, ouvriers et paysans, issus notamment des groupes et sections d'entreprise.

8. Le Parti attend de ses dirigeants qu'ils sachent dominer leurs compétitions pendant la préparation du congrès afin de faciliter la campagne de nos candidats aux élections cantonales.

9. Il serait souhaitable qu'une révision des statuts permette la représentation au Comité directeur national de toutes les fédérations. Qu'aux côtés du trésorier national soit constituée une commission permanente de cinq membres nommés par les instances dirigeantes et chargée de suivre les activités financières du Parti et d'en rendre compte tous les deux mois par un rapport à la Commission nationale de Contrôle. Qu'une péréquation soit établie entre les fédérations pour soutenir les plus petites.

10. Une école de formation, dite école du Socialisme, sera créée.

11. La campagne pour la présence du P.S. dans les entreprises aura deux objectifs immédiats : s'implanter prioritairement dans toutes les grandes entreprises et les secteurs-clés de l'économie privée et publique ; être de plus en plus présent dans les luttes sociales. Son développement dépendra de l'harmonisation entre les différents échelons et les

naux du Parti.

Dans l'intervalle de deux congrès le Bureau exécutif prendra l'initiative de réunir une Conférence nationale des régions.

14. Une aide spécifique sera apportée aux Fédérations d'outre-mer.

La proposition de loi pour les départements d'outre-mer qui sera déposée lors de la prochaine session, prévoira, dans chaque département, l'institution d'une assemblée unique ou conseil départemental qui se substituera au Conseil général et au Conseil régional et sera élue au scrutin proportionnel de liste. Le Conseil départemental élaborera le plan de développement et exercera les moyens et pouvoirs du développement culturel spécifique à chaque département. L'Exécutif départemental sera exercé par le président du Conseil départemental assisté du Bureau.

La fonction de préfet sera supprimée. Un commissaire de la République exercera les pouvoirs d'Etat dans le département et contrôlera a posteriori la légalité des actes délibérés par le Conseil.

L'Assemblée départementale sera consultée avant la ratification de tout accord international tel que l'élargissement de la C.E.E. ou la renégociation des accords de Lomé dès lors que cet accord entraînera des conséquences sur l'économie du département concerné.

15. L'appartenance à une association figurera, au même titre que l'engagement syndical, dans les exigences de la vie militante. Le

l'ospièce ou le logement au d'aire, la solitude ou l'écran de télévision ; aux jeunes : les terrains vagues, les machines à sous, les trottoirs, la suspicion... On montrera qu'il n'y a de réponse que globale, intégrée à l'analyse des structures de l'économie.

• Quele politique culturelle ?

— les Conseils (scientifique, littéraire, artistique) seront réanimés, renouvelés ;

- une exposition itinérante sur l'Histoire du Socialisme sera mise à la disposition de nos municipalités ;

- sur la base du rapport Bastide, une Convention reprendra l'examen de l'ensemble des problèmes du cinéma, de la radio et de la télévision ;

- un colloque culturel permanent dont l'ordre du jour changera de trimestre en trimes-

Candidatures aux organismes centraux

La date limite de dépôt des candidatures aux organismes centraux (Comité directeur, Commission nationale des conflits, Commission de contrôle financier) a été fixée autour du 15 mars. Afin de permettre à toutes celles et à tous ceux qui le souhaitent d'être candidats sur un plan de stricte égalité, la liste complète des camarades candidats aux organismes centraux au titre de notre motion ne sera communiquée qu'à cette date.

aussi simples que le pain, la paix, la liberté, à partir des plus humbles besoins, ont parlé naguère à l'esprit et le peuple des travailleurs a su que ses conquêtes avaient valeur universelle.

En choisissant de combattre pour la conquête de cette liberté supérieure, la responsabilité, devant soi et devant les autres, le socialisme autogestionnaire a ouvert une route qui le mènera loin.

18. Le Parti socialiste, parce qu'il porte le seul changement d'envergure de la politique française intervenu depuis longtemps, est aujourd'hui seul contre tous. C'est le signe de son succès et de sa force. Face à ceux qui se sont ligués pour l'atteindre et l'abattre, les socialistes, dans le respect de leur diversité, n'ont qu'une arme : l'unité.

entre son victoire et son...
vel élan dans un climat d'...
talière aux jeunes et aux en...
Sur un fond d'oppressions...
imprévue aux interpellations...
nature et des esprits, tout lui est...
appartient d'apporter à des agre...

Depuis huit ans, sous la conduite affirmé ses choix. Le Congrès d'...
saurait être confisqué par quiconq...
notre récente histoire ; là, nous m...
teurs et les logiques capitalistes ;
nous avons exclu toute straté...
Gauche.

Alors même que son succès para...
nous voici contraints de la reconst...
laire et une longue marche ; ce qu...
mation sans complexe de notre or...
ces populaires, c'est que nous re...
cette évidence : même si la politiq...
fasse la politique. Nous devons do...
qui ne saurait se ramener mécaniq...
classes : syndicats, coopératives, m...
la vie associative, jadis spontanée d...
le relais de la communauté famili...
contre la toute-puissance de l'écon...
contre préjugés et habitudes, il est...
les luttes sont de partout et de chaq...
solidarités.

Nous les retrouvons à l'autre bout...
Monde, qui nous est à la fois étrange...
ment où les peuples d'Europe, associ...
rements passés, ont à vivre une avent...

Mais la solidarité première, parce q...
qu'il nous faut l'assumer. Nous avo...
de nos passés divers, à la cohérence...
sent eux-mêmes leurs dirigeants et...
cadre collégial.

Nous avons cru pouvoir contribuer à...
nullement exhaustifs. D'autres ont...
ment.

Pourquoi ne sommes-nous pas parver...
synthèse nécessaire et logique ? Les p...
gents et complémentaires plus que c...
sans exclusivité ni préalable, sans préte...
pourrait se croire investi de mission s...
comme intangibles ?

Continuons, camarades, avec plus d'a...
repreons la marche un temps interro...
espoir de tout un peuple, est votre affa...

Le Bureau Exécutif avait fait sien...
ganisation du Congrès, tendant à...
rantaîne de pages dactylographiées...
Les signataires de la présente mo...